



Fiche pour les entreprises : synthèse des règles et bonnes pratiques concernant la lutte contre la corruption

La présente synthèse est destinée à recenser un certain nombre de règles et de bonnes pratiques en matière de lutte contre la corruption¹ : elle est transmise à cette fin aux entreprises qui bénéficient actuellement d'un soutien de l'Etat, ou qui souhaitent en faire la demande, dans le cadre d'un financement d'un projet à l'international. L'objectif est de les aider dans la mise en œuvre d'un dispositif de conformité effectif.

La corruption se définit comme « l'agissement par lequel une personne investie d'une fonction déterminée, publique ou privée, sollicite/propose ou agréé/cède un don, une offre ou une promesse, en vue d'accomplir ou de s'abstenir d'accomplir un acte entrant d'une façon directe ou indirecte, dans le cadre de ses fonctions »².

Dans une acception plus large, le terme « corruption » désigne l'ensemble des *infractions sanctionnant les manquements au devoir de probité*, comme le trafic d'influence, la concussion ou encore la prise illégale d'intérêts, c'est-à-dire les comportements qui compromettent l'intégrité d'une fonction publique.

Fin 2016, la loi dite « Sapin II » 3 a introduit, à son article 17, l'obligation pour certaines sociétés de mettre en œuvre un programme de lutte contre la corruption. Pour être soumise à cette obligation, une société doit répondre à deux critères cumulatifs :

- *Elle doit employer au moins cinq cents salariés, ou appartenir à un groupe de sociétés dont la société mère a son siège social en France et dont l'effectif comprend au moins cinq cents salariés,*
- *Son chiffre d'affaires ou le chiffre d'affaires consolidé doit être supérieur à 100 millions d'euros.*

Afin d'aider les entreprises dans la mise en place de ce programme, l'Agence française anticorruption a publié des recommandations le 22 décembre 2017⁴.

Les petites et moyennes entreprises (PME) sont, quant à elles, exclues du champ d'application de l'article 17 de la loi Sapin II, sauf à appartenir à un groupe français répondant aux conditions précédemment énumérées. Néanmoins, dans le cadre d'une meilleure transparence, la DG Trésor souhaite que toutes les entités bénéficiaires de financements publics mettent en place un programme de conformité, y compris les PME, en tenant toutefois compte de leur taille et de leurs moyens (a minima pour le projet financé).

¹ Outre les règles et obligations édictées par la loi Sapin 2, un certain nombre de bonnes pratiques ont été recensées par le contrôle général économique et financier (CGEfi) lors de ses audits concernant des projets financés par des prêts du Trésor.

² Avis relatif aux recommandations de l'Agence française anticorruption publié au JORF n°0298 du 22 décembre 2017

³ **Loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique**

⁴ Disponible sur : https://www.agence-francaise-anticorruption.gouv.fr/files/2018-10/2017_-_Recommandations_AFA.pdf

Les règles et bonnes pratiques identifiées

1. *Transparence des comptes*

Pour être éligible à un soutien de l'Etat, il est nécessaire que la société ainsi que ses filiales publient leurs comptes afin d'en garantir la transparence.

2. *Code de conduite*

La société doit disposer d'un code de conduite recensant les comportements attendus en matière de prévention et de détection des faits de corruption. L'application de ce code doit s'étendre au-delà de la sphère interne de l'entreprise et être mis à la disposition de l'ensemble des parties prenantes.

Ce code de conduite est en principe intégré au règlement intérieur de la société. Pour les sociétés non astreintes à l'obligation de mettre en place un règlement intérieur, le code est remis aux collaborateurs et rendu facilement accessible, par exemple sur l'intranet de la structure.

Certains projets ont mis en exergue des faiblesses de certaines sociétés dans la mise en œuvre de leur politique relative aux cadeaux et invitations définie dans leur code de conduite. Les cadeaux et les invitations peuvent constituer une forme de pratiques corruptives destinées à obtenir indûment un avantage quelconque. Il est donc nécessaire que les sociétés porteuses de projet développent des initiatives telles que la mise en place d'un registre des cadeaux offerts ou reçus. Afin d'orienter et aider les entreprises dans la mise en œuvre de leur politique cadeaux et invitations, l'AFA a mis en ligne un guide spécifique accessible au lien suivant :

<https://www.agence-francaise-anticorruption.gouv.fr/files/files/Guide%20pratique%20politique%20cadeaux%20et%20invitations.pdf>

3. *Clauses spécifiques pour la prévention et la répression de la corruption*

Dans le cadre des contrats conclus entre la société française porteuse du projet et les tiers, il est recommandé d'insérer les clauses spécifiques suivantes :

- Une clause décrivant les prestations qui doivent être réalisées par la société porteuse du projet mais aussi par le tiers. Une telle disposition permettra *in fine* de contrôler la réalité des prestations.
- Une clause relative au montant de la rémunération, et qui permettra en outre de vérifier si le montant de la rémunération est en adéquation avec la prestation réalisée.
- Une clause déterminant les modalités de paiement notamment le mode de facturation et l'identité bancaire du prestataire.
- Une clause permettant de mettre un terme à la relation contractuelle en cas de manquement à la probité.

4. *Evaluation des tiers*

L'entrée en relation d'affaires avec des tiers est soumise à plusieurs conditions préalables :

- Le recours à des tiers doit avoir une justification économique claire et appropriée ;
- Les tiers en question doivent avoir la formation, l'expérience et les compétences requises pour effectuer la prestation ;
- La rémunération des tiers doit être en adéquation avec les prestations.

Une fois le principe d'un recours au tiers établi, la société porteuse du projet doit opérer une évaluation des tiers envisagés. Le degré d'intensité de cette évaluation dépend de la cartographie des risques établie par la société ainsi que des risques liés au projet ou au pays dans lequel celui-ci est réalisé.

La société doit *a minima* recueillir les informations suivantes sur le tiers : identité, actionnariat, pays de localisation et d'activité, dispositif de conformité mis en place, coopération du tiers évalué, aspects financiers en jeu, modalités de rémunération et flux de paiement.

5. Dispositifs concernant les paiements

Les paiements relatifs à une activité dont la réalité des prestations revendiquées n'est pas prouvée peuvent être exclus du financement de l'Etat. Les sociétés porteuses de projet sont donc invitées à conditionner le paiement des prestations immatérielles accomplies par les tiers à la présentation par ces derniers de rapports d'activité documentés de nature à conforter la bonne valorisation des montants payés par rapport à la prestation demandée.

Par ailleurs, pour des raisons de traçabilité et de transparence, les sociétés françaises porteuses des projets devront privilégier les virements, et s'abstenir autant que possible de procéder à des paiements en espèces ou en chèques. Lorsque le cocontractant demande un paiement en espèces ou des moyens inhabituels ou complexes, par exemple sur un compte qui n'est pas à son nom ou sur un compte « offshore » qui serait situé dans un pays à fiscalité optimisée (« paradis fiscal »), il est recommandé à la société porteuse de projet de ne pas procéder au paiement.

6. Dispositif d'alerte interne

La société doit mettre en place un dispositif d'alerte interne destiné à recevoir les signalements concernant tout comportement contraire à la réglementation en vigueur ou au code de conduite de la société.

Ce dispositif doit assurer la confidentialité du contenu de l'alerte, de son auteur et des personnes mises en cause. Les signalements doivent être traités en toute sécurité et dans un délai raisonnable. L'entreprise est tenue de protéger les auteurs de signalements contre les risques de représailles, dès lors qu'ils ont agi de bonne foi.

Les règles en matière de recueil des signalements et de protection des lanceurs d'alerte sont disponibles dans un format pédagogique sur le site de l'AFA :

<https://www.agence-francaise-anticorruption.gouv.fr/fr/document/dispositif-dalerte-interne>

Toutes ces procédures doivent être conduites dans le respect de la réglementation en matière de protection des données à caractère personnelle.